

# Document

## Le club des incorruptibles (22.03)

### **Le Monde – 21.03.**

Ils appartiennent à une même confrérie, celle des gêneurs professionnels, quelques hommes et femmes n'ayant d'autre but que d'assainir les démocraties mondiales, en traquant la corruption dans les moindres recoins. Ils ont un point commun supplémentaire : ils sont membres du Network, un réseau très privé créé par l'ancienne juge Eva Joly, avec le soutien actif de la Norvège. Ils ne sont guère nombreux, une vingtaine, et se voient deux fois l'an, en toute discrétion. En février, ils se sont donné rendez-vous en Zambie, à Livingstone, à quelques pas des chutes Victoria. Ils ont accepté la présence du *Monde*, exceptionnellement.

Ils ont leurs héros à eux, les nouveaux martyrs de la lutte contre la corruption. Il y a d'abord Nuhu Ribadu, 48 ans, l'ancien responsable au Nigeria de la commission sur les crimes financiers, destitué, puis victime d'une tentative d'assassinat. Son seul tort est d'avoir poursuivi avec assiduité l'élite corrompue de son pays.

Il y aura désormais Manuel Garrido, procureur argentin rigolard et impitoyable, patron pendant cinq ans de l'office d'enquêtes au sein de l'administration, qui a dû se résoudre, le 12 mars, à une démission spectaculaire. Sa faute ? Avoir enquêté sur la corruption en Argentine, et plus particulièrement sur le financement de la campagne électorale de la présidente Cristina Kirchner. L'homme a le sang chaud, des principes, et son procureur général, Esteban Righi, avait un peu trop tendance à bloquer ses investigations.

Ces deux-là étaient en Zambie. Hôtel paradisiaque, zèbres et singes sur la pelouse, piscine de rêve. L'addition, billets première classe en prime, est réglée par l'agence norvégienne de développement et de coopération (Norad), un organisme dépendant du ministère norvégien des affaires étrangères.

### **"NOUS AVONS PERDU LE COMBAT CONTRE LE POUVOIR ET LA CUPIDITÉ..."**

Ça, c'est pour le décor. Car ces enquêteurs venus du monde entier, Bangladesh, Madagascar, Ethiopie, Grèce, Angleterre, Kenya, passent l'essentiel de leur temps à se raconter leurs mésaventures, leur confrontation avec le pouvoir. Des affaires se règlent sur un coin de table, on tente d'accélérer les procédures internationales d'entraide judiciaire. On parle d'argent sale, de circuits financiers occultes, de commissions illicites. Certains d'entre eux viennent pour la première fois. Ils se lèvent, se présentent, récitent leurs faits d'armes.

*"Bonjour, je suis procureur au Costa Rica, nous avons fait tomber deux ex-présidents..."*, dit Juan Carlos Cubillo. Au tour de Fabio de Pasquale, procureur à Milan. Lui, sa cible n'est autre que Silvio Berlusconi, le premier ministre italien. Pas simple. *"Dès que Fabio s'approche un peu trop de lui, Berlusconi change les lois en sa faveur"*, déplore Helen Garlick, l'ex-responsable britannique de l'enquête sur les faramineux pots-de-vin versés par l'entreprise aérospatiale anglaise BAE. Il faut être coopté pour entrer dans ce cénacle, où l'on n'accepte que les purs et durs de la lutte anticorruption. Pas de Français à l'horizon. Un signe ?

*"C'est un combat que l'on ne peut pas gagner, nous avons perdu contre le pouvoir et la cupidité, mais cette lutte vaut la peine d'être menée"*, assure Eva Joly, qui sait de quoi elle parle, même si elle s'est refait une santé depuis l'affaire Elf, en France, qui l'avait laissée épuisée. Un dossier qui lui aura permis, malgré tout, de se tailler une belle réputation au pays des incorruptibles. *"Elf aura été un symbole, pour nombre d'entre nous"*, confirme Richard Findl, un procureur allemand qui enquête sur l'affaire Siemens.

Un symbole, oui, mais pour quel progrès ? La corruption ne cesse de gagner du terrain dans les économies occidentales, gangrène les pays en voie de développement. Et, partout, le même constat : au prétexte de vouloir sauvegarder les intérêts de ses entreprises nationales, le pouvoir se protège. Les investigations sont freinées, voire stoppées. La convention OCDE, censée proscrire tout acte de corruption depuis 1997, est systématiquement contournée, via les paradis fiscaux, les comptes offshore. Fatalement, les enquêteurs anticorruption se retrouvent isolés, dans une position intenable, souvent dangereuse. Des exemples ?

En Angleterre, Tony Blair, alors premier ministre, a voulu mettre fin à l'enquête sur les commissions versées par BAE, il a fallu que les tribunaux le contredisent. En Allemagne, Siemens a transigé et préféré verser plus d'un milliard d'euros de dédommagements pour clore l'enquête judiciaire sur les pots-de-vin versés à l'étranger. En France, on renforce le secret-défense, cette arme fatale aux mains du pouvoir qui a permis, entre autres, de bloquer l'enquête sur les frégates de Taïwan, on envisage même de supprimer les juges d'instruction. En Afrique du Sud, l'unité d'élite traquant les crimes financiers a été purement et simplement dissoute. Il faut désormais être animé d'une volonté quasi suicidaire si l'on veut investiguer dans ce domaine.

### **"ON M'A TIRÉ DESSUS, MAIS MA VOITURE ÉTAIT BLINDÉE, HEUREUSEMENT..."**

Ainsi, Nuhu Ribadu aurait bien voulu poursuivre son oeuvre au Nigeria. Il est têtu, persévérant. Sûr de ses compétences. En 2003, ce policier de haut rang dirige la commission contre les crimes économiques et financiers. Il s'en prend aux élites du pays. En quarante ans d'exploitation pétrolière, près de 320 milliards d'euros ont été volés ou gaspillés. *"J'ai poursuivi tout le monde, raconte Nuhu Ribadu, la fille du président, le vice-président, les sénateurs, les gouverneurs. J'ai sorti 170 cas de corruption, portant sur plus de 4 milliards d'euros. Et puis un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir..."*

Et les ennuis ont commencé. En décembre 2007, il est *"démissionné"*. On l'accuse d'avoir dissimulé des biens à Dubaï. *"Ils ont tenté de salir mon image, mais ils n'avaient aucune preuve. Et, surtout, j'étais trop populaire."* Au pays, il devient une icône. Comment s'en débarrasser ? En 2008, il fait l'objet d'une tentative d'assassinat. *"On m'a tiré dessus, en province, mais ma voiture était blindée, heureusement..."* C'est là qu'intervient le Network, dont Nuhu Ribadu est l'un des membres. Officiellement, la Norvège ne s'est pas impliquée dans l'affaire. Mais c'est bien le Norad qui a exfiltré le Nigérian de son pays, pour lui procurer un emploi de chercheur, et le salarier, en partie, en Angleterre, à l'université d'Oxford. *"C'est un combat solitaire, les gens comme Eva Joly connaissent cela par coeur, explique Nuhu Ribadu. La Norvège m'a aidé à sortir du pays."*

Cela fait partie des garanties apportées par le Network. En cas de difficultés de l'un de ses membres, la Norvège utilise son entregent et ses énormes réserves financières pour lui apporter un soutien physique et moral. Quitte à permettre à un policier en détresse de se muer en politicien avisé. Car Nuhu Ribadu, aujourd'hui, ne rêve que d'une chose : prendre le pouvoir au Nigeria, à la faveur des prochaines élections, en 2011. *"Je suis devenu un homme politique sans le vouloir, dit-il, ils m'ont forcé à le devenir. J'ai une mission, que je ne peux éviter, je reviendrai au Nigeria, pour me présenter aux prochaines élections. Je suis un combattant, et aujourd'hui encore, le pouvoir détourne l'argent versé pour le développement du pays."* Il fait toujours partie du Network, où il raconte à ses collègues son expérience. De quoi dédramatiser.

### **"JE NE PEUX PAS ALLER DANS LE PRIVÉ, JE RETROUVERAIS TOUS LES CORROMPUS SUR LESQUELS J'AI ENQUÊTÉ..."**

C'est aussi l'une des vertus de ce club très privé. Trouver un regard ami, un esprit complice. Manuel Garrido va en avoir besoin, même si lui n'a pas été menacé physiquement. Le travail de sape fut plus insidieux. *"Je vais probablement travailler dans une ONG, je ne peux pas aller dans le privé, je retrouverais tous les corrompus sur lesquels j'ai enquêté !", dit-il, de Buenos Aires. "On va le recaser, sa situation matérielle n'est pas menacée, déclare Eva Joly. Il a refusé de courber l'échine, ce n'est pas tolérable en Argentine. Mais aurait-il eu le courage de démissionner, si le Network ne lui offrait pas de garanties pour la suite ?"*

La quarantaine, le rire tonitruant, Manuel Garrido dirigeait depuis cinq ans le bureau d'enquête sur les délits financiers dans l'administration argentine. Un job en or : 70 enquêteurs, 60 investigations en cours, l'assurance constitutionnelle de ne pas être remercié au premier coup de tabac... Et un champ d'action assez vaste : l'Argentine est classée 109<sup>e</sup> à l'indice de perception de la corruption établi par l'organisation Transparency International. Très vite, il expérimente les grands classiques de la profession : *"Au début, on a essayé de me corrompre, j'étais furieux. Je me suis concentré sur l'essentiel : trouver les preuves."*

Il s'acharne, ouvre des enquêtes, n'hésite pas à ferrailer avec le pouvoir. Il parvient à prouver que le gouvernement a trafiqué les chiffres de la pauvreté, pousse à la démission un ministre de l'économie, un responsable de la banque centrale, le chef de l'armée. *"Nous ne sommes pas des héros, confie-t-il, nous n'avons pas à l'être, tout cela montre malheureusement la faiblesse des institutions."*

Au début, pas de souci. Même si les condamnations ne sont pas nombreuses. *"L'impunité, avoue-t-il, c'est le vrai problème de l'Argentine..."* Mais vient un moment, fatalement, où l'on frôle de trop près le pouvoir. Où l'on touche aux intérêts haut placés. *" Ils nous ont créés, explique Manuel Garrido, mais le jour où j'ai commencé à enquêter sur eux, les ennuis ont débuté."* Eux, c'est le couple Kirchner. Nestor Kirchner, président argentin de 2003 à 2007, puis Cristina Kirchner, qui lui a succédé. Le frère du président est visé par une première enquête.

Au tour ensuite de M. Kirchner, qui, selon l'accusation, aurait, avec son ministre du plan, Julio de Vido, des hauts fonctionnaires et des hommes d'affaires, formé une *"association illégale"* en vue de commettre des malversations et de toucher des pots-de-vin.

Sont visés des contrats pétroliers, l'entreprise suédoise du bâtiment Skanska et le *"scandale de la valise"* (800 000 dollars ramenés du Venezuela par un homme d'affaires et saisis par la douane en août 2007). Cette somme aurait été destinée à la campagne présidentielle de Cristina Kirchner. Le procureur général argentin finit par s'irriter. Pour restreindre, au bout du compte, les pouvoirs d'enquête de son subordonné. M. Garrido tempête sur les plateaux de télévision, saisit le Congrès, mais rien n'y fait. Et, le 12 mars, il démissionne, las. Un autre prendra sa place. Et vivra les mêmes tourments.

Prenez le procureur Fabio de Pasquale, 51 ans. Lui vit en Italie, à Milan. C'est la réincarnation moderne et judiciaire de Sisyphe, qui poussait inlassablement son rocher jusqu'en haut de la colline, pour le voir ensuite dégringoler la pente. Et il recommençait, inlassablement...

Le rocher de Fabio de Pasquale s'appelle Silvio Berlusconi, président du conseil italien. Il lui court après, le cerne, mais jamais ne le coince. Le procureur de Pasquale est un homme prudent. Il le faut, dans ce métier. Il était satisfait, le 17 février, quand le tribunal de Milan a condamné l'avocat britannique David Mills à quatre ans et six mois de prison pour faux témoignages en faveur de M. Berlusconi. Ce dernier était accusé d'avoir versé 600 000 dollars à M. Mills en échange de fausses déclarations en sa faveur. Le procès contre M. Berlusconi a été suspendu en 2008, à la suite du vote d'une loi accordant au "Cavaliere" l'immunité pénale, le temps de son mandat.

### **"A l'époque, même les partis extrémistes nous soutenaient..."**

Cette condamnation n'est donc qu'une demi-satisfaction. M. de Pasquale s'en contentera. Au Network, on l'apprécie pour son obstination. Lui aime l'échange de points de vue. *"C'est totalement informel, on parle ici de cas concrets, on vit tous avec les mêmes problèmes"*, indique-t-il. Comme ses collègues, il raconte son combat, celui d'un *"solitaire"*, il se fait connaître en pleine opération "Mains propres". Il traite alors les affaires les plus fameuses. La population est derrière lui. *" C'était impossible de nous stopper, à l'époque, même les partis extrémistes nous soutenaient, je n'en étais pas très fier. Et puis les choses ont changé..."*

Il s'attaquera ensuite à l'empire Mediaset, propriété de Silvio Berlusconi, aux commissions versées à droite et à gauche. Plusieurs fois condamné, M. Berlusconi a toujours été relaxé en appel ou a bénéficié de la prescription. De quoi calmer les ardeurs d'un enquêteur. Fabio de Pasquale n'en dira pas beaucoup plus. La prudence, encore et toujours. C'est l'apanage des procureurs expérimentés, qui transmettent sagesse et conseils avisés aux plus jeunes.

Comme Yara Soto, âgée de 28 ans quand elle a découvert ce qui allait devenir le plus gros scandale politico-financier du Costa Rica. *"On ne pouvait imaginer les conséquences d'une telle tempête, se souvient-elle. On a découvert par hasard en 2004 que le président du bureau de sécurité sociale s'était fait construire une maison à 650 000 euros. C'est une somme, chez nous. L'argent venait d'une compagnie finlandaise, qui avait signé pour plus de 35 millions d'euros de contrats avec le gouvernement..."*

### **"On a perdu notre innocence avec ce scandale..."**

La suite, c'est un roman. Comme ce billet d'avion payé de sa poche par le supérieur de Yara Soto, pour aller consulter des comptes secrets au Panama, ces photos des registres prises en cachette, parce qu'un employé de la banque se révélait récalcitrant. *"Je prenais des clichés, comme dans James Bond, dit-elle. C'est là-bas qu'on a trouvé les paiements d'Alcatel. On a perdu notre innocence avec ce scandale..."* Deux

ex-présidents costariciens avouent avoir perçu plusieurs centaines de milliers d'euros de commissions versés par Alcatel, en échange de l'attribution de marchés.

Yara Soto a quitté le Costa Rica pour Genève, où elle est conseillère en matière de lutte contre la corruption, et Juan Carlos Cubillo a pris sa suite. Offensif, toujours. *"On essaie de faire profil bas, de ne pas trop attirer l'attention, explique-t-il. C'est le seul moyen pour enquêter au coeur du pouvoir et ne pas donner prise."* Parfois, il a des bouffées d'angoisse, il lit dans les médias le sort peu enviable de certains de ses collègues, en Amérique latine. Et s'il allait trop loin ? Il se méfie d'éventuels micros espions, surveille ses arrières. Mais il parvient encore à vivre normalement. *" Grâce au Network, j'ai pu discuter avec Nuhu Ribadu, ou encore mon collègue du Nicaragua, qui ont eu des ennuis autrement plus graves que les miens. Et je relativise. Quand je repars de nos rencontres, je suis gonflé d'énergie..."*

William J. Downer, membre du réseau, aurait bien aimé profiter de ces ondes positives. Mais l'administration sud-africaine n'a pas permis qu'il se rende en Zambie. Pas question qu'il s'épanche. C'est que, le 22 avril, il y aura des élections générales en Afrique du Sud, et Jacob Zuma, le chef de file de l'ANC, part grand favori pour le poste de président de la République. Ce même Zuma sur lequel le procureur William J. Downer enquête avec obstination, en accumulant les preuves de sa corruption par le groupe d'armement français Thales. Bientôt, c'est probable, le Network devra lui venir en aide. Encore un incorruptible en péril.